Revue européenne des migrations internationales

vol. 31 - n°3 et 4 | 2015

Migrations au Maghreb et au Moyen-Orient : le temps des révolutions / Numéro ouvert

Participation politique des Égyptiens résidant en France : vers la construction d'une citoyenneté en migration ?

The Political Participation of Egyptians Living in France: Towards the Construction of a Citizenship in Migration?

La participación política de los egipcios viviendo en Francia: ¿hacia la construcción de una ciudadanía en la migración?

Célia Lamblin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/7419>

DOI : 10.4000/remi.7419

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 171-185

ISBN : 979-10-90426-26-9

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Célia Lamblin, « Participation politique des Égyptiens résidant en France : vers la construction d'une citoyenneté en migration ? », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 31 - n°3 et 4 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 14 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/7419> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.7419>

❖ Note de recherche

Participation politique des Égyptiens résidant en France : vers la construction d'une citoyenneté en migration ?

❖ Célia Lamblin¹

Introduction

Au début de l'année 2011, l'Égypte a connu d'importants bouleversements qui ont conduit, après de fortes mobilisations, à la démission du président Hosni Moubarak, le 11 février 2011. La « révolution du 25 », comme la désignent les Égyptiens, fait référence aux dix-huit jours « d'expériences politiques inédites » (Ben Néfissa, 2011) au cours desquels des militants, mais aussi des « profanes » de la politique, se sont rassemblés pour exiger « la chute du régime » (El Chazli, 2012). Cette « révolution du 25 » marque également le point de départ d'une participation politique nouvelle des Égyptiens installés en France. Avant 2011, les rares manifestations concernant la situation politique égyptienne étaient des rassemblements qui dénonçaient les violences faites aux minorités religieuses, émanant d'associations coptes et d'institutions religieuses chrétiennes. En 2011, l'organisation de nombreuses manifestations dans l'espace public français, le développement de structures politico-associatives tournées vers la situation politique égyptienne et surtout la mobilisation des Égyptiens vivant en France pour obtenir le droit de vote et d'éligibilité, sont autant de signes qui attestent une participation politique inédite.

Nous examinerons dans cette note de recherche la façon dont les migrants égyptiens vivant à l'étranger, et plus particulièrement ceux résidant en France, participent à la définition d'une citoyenneté en migration, d'une citoyenneté « à distance » en quelque sorte. Cette citoyenneté permet de penser de manière combinée les mobilisations, l'acquisition de droits et l'usage qui en est fait par les populations. Si les émigrés égyptiens sont perçus comme une manne financière par l'État égyptien, leur implication dans la révolution égyptienne de 2011 révèle qu'ils peuvent également être une force politique aux répertoires d'actions multiples. Nous traiterons d'abord de la situation des Égyptiens en

¹ Doctorante en sociologie, LPED/LAMES, Aix-Marseille Université, Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, 5 rue Château de l'Horloge, 13090 Aix-en-Provence ; celia.lamblin@gmail.com

France, puis de la constitution d'un espace politique égyptien en France et des formes de participation citoyenne transnationale et enfin de la participation électorale des Égyptiens votant en France. Une comparaison entre les résultats obtenus en France et en Égypte, par les candidats aux élections présidentielles de 2012 et de 2014, permettra d'interroger l'intérêt des migrants égyptiens pour les enjeux politiques institutionnels, dans un contexte de sortie de l'autoritarisme. On montrera que la participation électorale semble relever d'un autre registre, nous amenant ainsi à plaider pour une conception de la citoyenneté qui va au-delà de l'usage du bulletin de vote.

Pour cela, nous nous appuyons sur une enquête menée à Paris² où nous avons réalisé vingt-sept entretiens semi-directifs auprès de migrants égyptiens impliqués dans certaines organisations : Association des Jeunes Égyptiens du 25 janvier à Paris, Organisation Franco-Égyptienne des Droits de l'Homme (OFEDH), Solidarité Copte, Collectif Voix d'Égypte, partisans des groupes politiques Al-Doustour³ et Tayar Shaabi⁴, membres de la campagne Tamarrod⁵. Des observations participantes ont également été faites lors de rassemblements, de manifestations ainsi que dans des lieux de sociabilités (cafés, restaurants et domiciles des enquêtés). Le croisement entre l'exploitation de données quantitatives inédites concernant les résultats électoraux et les données qualitatives récoltées permet de contribuer au développement des travaux portant sur les parcours d'engagement et les comportements électoraux à distance (Catusse, 2012 ; Dedieu *et al.*, 2013 ; Jaulin, 2014).

La situation des Égyptiens en France : diversité des profils migratoires et faible participation politique avant 2011

Si, depuis les années 1970, l'émigration égyptienne s'oriente majoritairement vers les pays du Golfe (Gruntz, 2013), l'Europe s'affirme, depuis les années 1990, comme une destination secondaire qui attire de plus en plus d'Égyptiens (Zohry et Debnath, 2010). Les estimations des effectifs des Égyptiens présents en France varient du simple au double selon les sources. Si l'Insee, d'après le recensement, estime en 1999 à 16 386 le nombre d'immigrés égyptiens, à 8 208 le nombre d'étrangers égyptiens et à 7 766 ceux qui ont acquis la nationalité française, les données du ministère des Affaires étrangères et du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Émigration indiquent qu'environ 160 000 Égyptiens résidaient en France avant 2011 (Zohry, 2013).

2 Doctorante en sociologie, depuis octobre 2013 à l'université d'Aix-Marseille, sous la direction de Sylvie Bredeloup (IRD-LPED) et Sylvie Mazzella (CNRS-LAMES), nos recherches portent sur les migrations égyptiennes en France. Elles sont réalisées dans le cadre du laboratoire d'excellence LabexMed, « Les sciences humaines et sociales au cœur de l'interdisciplinarité pour la Méditerranée » et bénéficient d'une aide de l'État gérée par l'Agence Nationale de la Recherche.

3 Al-Doustour (La Constitution), créé en septembre 2012 par Mohamed El Baradei, est un parti de gauche démocrate.

4 Créé en juillet 2012 par Hamdin Sabahi, Tayar Shaabi (Le courant populaire) est un parti de gauche qui se revendique du nassérisme.

5 Initiée en Égypte le 1er mai 2013, la campagne Tamarrod (Rébellion) visait à récolter des signatures pour demander la démission du président islamiste Mohamed Morsi.

Plusieurs profils migratoires sont identifiables. Des hommes jeunes, souvent sans titres de séjour français, issus de classes moyennes, originaires des zones rurales (delta du Nil et gouvernorat du Fayoum) travaillent dans les secteurs du bâtiment, de la restauration rapide et des marchés alimentaires (Bouillon, 2005 ; Muller-Mann, 2005 ; Saad, 2005). Les « pionniers » arrivent des villages du Delta dans les années 1970, beaucoup ont épousé des femmes françaises et paraissent aujourd'hui bien mieux insérés que ceux arrivés plus récemment. En effet, la mise en place de visas et la fermeture des frontières ont contraint les migrants à s'appuyer davantage sur les réseaux égyptiens pour trouver emploi et/ou logement. Contrairement à leurs aînés, les plus jeunes connaissent davantage de difficultés pour s'insérer dans la société : ils vivent en moyenne plus longtemps en colocation avec des compatriotes, ils ont moins de contacts avec des Français, ils apprennent plus difficilement la langue française, se marient plus tardivement. Lafargue (2002) remarque que les plus vieux ne sont pas toujours disposés à aider les nouveaux arrivants. On précisera aussi que dans les années 1970, de nombreux opposants au régime de Sadate et/ou à la montée des courants islamistes se sont établis en France⁶. Le choix de la France fait aussi écho, pour beaucoup, à une scolarité suivie en langue française dans des établissements prestigieux en Égypte ainsi qu'à une éducation que l'on peut qualifier de « libérale ». Issus des classes moyennes supérieures urbaines, ces migrants évoluent en France dans des réseaux distincts de leurs compatriotes moins diplômés, leur insertion étant moins dépendante des réseaux égyptiens. Les étudiants en mobilité qui arrivent actuellement dans les établissements français par les dispositifs Campus France ou les bourses d'études délivrées par les gouvernements français ou égyptien connaissent des modalités d'insertion similaires.

La distance perceptible entre les différents « cercles » égyptiens s'appréhende également au travers des liens avec l'État égyptien (Pagès-El Karoui, 2012) qui n'a que peu de contacts avec ses ressortissants. Seules quelques personnes gravitent autour des autorités consulaires, notamment depuis la volonté de l'État égyptien de se rapprocher économiquement de ses ressortissants à l'étranger. En 2010, le régime d'Hosni Moubarak avait organisé par l'intermédiaire du consulat des voyages en Égypte pour les enfants des Égyptiens installés en France, mais également pour des Égyptiens susceptibles de mettre leurs compétences au service d'une coopération entre les deux pays.

Du point de vue politique, dans la période qui précède la révolution, les réseaux d'opposition au régime n'existent pas en France et la question de la représentation politique des Égyptiens à l'étranger n'apparaît pas comme une priorité⁷. L'absence de transparence dans les élections précédentes en Égypte (Ben Nefissa, 2005) est présente dans le discours des migrants contestataires et s'avère être un frein important à leur mobilisation sur cette question. En région parisienne, deux associations constituent un réseau politique proche du pouvoir en Égypte et de ses représentations locales, ambassade et consulats à Paris et à Marseille. La première, créée en 2005, avait été impulsée par le consulat

6 Si dans leurs discours, les raisons de la migration sont d'abord politiques, leurs installations s'accompagnent pourtant d'une forme de désengagement politique.

7 Mohamed El Baradeï, prix Nobel de la paix en 2005, avait déjà demandé en 2010 cette représentation politique.

égyptien à Paris, en organisant l'élection du président de la « communauté égyptienne en France »⁸. La participation avait été très faible et visait surtout à asseoir la notabilité d'un entrepreneur économique important en région parisienne. En juillet 2006, une seconde association, l'Union démocratique égyptienne en France, avait été créée dans le but de « soutenir et collaborer avec le Parti National Démocratique en Égypte »⁹, le parti du président au pouvoir, Hosni Moubarak. C'est par le biais de relations interpersonnelles (familiales, professionnelles, géographiques) que les informations circulaient et que les initiatives culturelles (repas et concerts) s'organisaient.

Comme le déclare Mahmoud arrivé en 1974 et élu président de « la communauté des Égyptiens de France » :

« Quand il y a quelqu'un qui demande quelque chose, si je peux aider, je l'aide. Je reçois beaucoup d'Égyptiens. Quand il y a quelqu'un qui a des problèmes avec le consulat pour faire des papiers, j'appelle pour faire le nécessaire. Un Égyptien qui meurt, le consulat ne fait rien, je fais le nécessaire... J'aide beaucoup les Égyptiens mais malheureusement, beaucoup d'Égyptiens ont changé leurs réflexions après le 25 janvier 2011, la Révolution... c'est plus comme avant »¹⁰.

Les statuts et le pouvoir des notables ont été quelque peu remis en question et Mahmoud d'ajouter :

« [...] Beaucoup sont devenus malpolis, ils ne sont pas gentils, ils ont changé complètement et ils font des manifestations contre les... les..., contre le peuple égyptien, contre l'armée égyptienne, contre la police égyptienne, contre le président égyptien comme hier, le président il était là ou avant-hier. Ils sont partis devant l'hôtel [où il logeait à Paris], ils ont commencé à insulter le président, c'est pas des Égyptiens qui... moi je trouve qu'ils ne sont pas des Égyptiens ».

Lorsqu'en janvier 2011, les mobilisations prennent de l'ampleur, des milliers de personnes manifestent dans les grandes villes égyptiennes, des rassemblements ont lieu à Paris, durant les dix-huit jours qui précèdent le départ de Hosni Moubarak. Des groupes Facebook se constituent sur la toile et des milliers de photographies circulent, attestant le soutien porté aux manifestants en Égypte. C'est la première fois que les Égyptiens vivant à l'étranger sont aussi visibles en France. Les grands médias français publient de nombreux reportages et interviews¹¹.

Vers un nouvel engagement citoyen transnational ?

Des structures associatives et des collectifs naissent de la rencontre des Égyptiens installés en France depuis plusieurs années, qui étaient jusqu'alors surtout insérés dans des réseaux de sociabilités liés à leurs activités profession-

8 Entretien réalisé avec le président de l'association, dans son bureau, le 26 novembre 2014.

9 Consultation du Journal officiel en octobre 2013.

10 Entretien réalisé le 26 novembre 2014 dans son bureau.

11 Articles dans *Le Parisien*, *Le Figaro*. Interviews télévisées sur ITélé, BFM, TF1, France 2. Interventions radiophoniques à France Info, France Inter, France Culture.

nelles ou à leurs réseaux familiaux. Certaines de ces associations ont déposé des statuts en préfecture et recrutent des adhérents, alors que des groupes informels se retrouvent dans des cafés. Les activités organisées sont diverses et s'adressent à des publics hétérogènes. Au fil des rencontres et des débats, les perspectives données à leurs mouvements prennent des directions différentes et aboutissent à une fragmentation de cet espace politique nouvellement créé.

Jusqu'en 2011, les Égyptiens vivant à l'étranger étaient privés de leur droit de vote. Ils bénéficiaient tout de même d'une attention particulière relative à leurs activités économiques et à la manne financière que celles-ci représentaient pour l'Égypte. Avec l'obtention du droit de vote, un tournant s'opère puisque le pouvoir politique égyptien met à leur disposition des moyens sophistiqués pour leur permettre de participer aux échéances électorales.

L'essor des campagnes citoyennes des Égyptiens en France

Depuis le 25 janvier 2011, de nombreuses manifestations ont été organisées en France. Les participants sont des hommes, des femmes, originaires des villes et des campagnes égyptiennes, appartenant à toutes les classes sociales, venus pour travailler ou pour étudier et qui se trouvent dans des situations administratives très diverses. Malgré toutes ces distinctions, tous se retrouvent, drapeaux attachés sur le dos ou dessinés sur les joues, tous et toutes se rassemblent et s'organisent parce qu'ils sont Égyptiens. Pendant plusieurs mois, les rassemblements vont être communs, montrant une volonté de représenter « un peuple égyptien uni ». Cette apparente homogénéité va peu à peu s'effriter, laissant apparaître une pluralité de positionnements politiques aux registres d'actions divers.

Le président de l'association des Jeunes du 25 janvier à Paris explique la fragmentation de ce nouvel espace politique :

« Au début en fait jusqu'aux élections présidentielles et même après les élections présidentielles de 2012, on va dire jusqu'au mois d'août 2012, on s'entendait tous super bien, on faisait plein de choses ensemble. Juste après, on a vu venir Morsi, exclusion, c'est chacun de son côté. C'est vraiment chacun défend ses intérêts, nous c'est la lutte ; eux, c'est pas comme nous, etc. »¹².

Depuis les rassemblements pour dénoncer les violences faites aux femmes et aux coptes, jusqu'à l'emprisonnement et à la répression des opposants politiques, les Égyptiens n'ont eu de cesse d'afficher dans l'espace public leurs positions politiques. Lors de la campagne Tamarrod, plus de 2 000 signatures ont été envoyées de France pour demander le départ du président Mohamed Morsi du pouvoir. Des conférences ont été organisées pour expliquer la situation politique en Égypte. En janvier 2014, après la célébration de l'anniversaire de la révolution, un groupe d'activistes s'est même rendu au bureau militaire égyptien présent à Paris pour dénoncer le retour de l'armée au pouvoir. Ces actions souvent non déclarées en préfecture, et relayées grâce aux réseaux sociaux, témoignent d'une volonté de participer à la politique égyptienne. Enfin, lors de la visite du président Sissi en novembre 2014, plusieurs rassemble-

12 Entretien réalisé le 17 octobre 2013, dans un café du 18^e arrondissement à Paris.

ments ont été organisés par ses défenseurs, comme par ses opposants, laissant entrevoir là encore des manières de participer à la vie politique au-delà des moments électoraux.

Puis, les mobilisations collectives dans l'espace public ont baissé d'intensité, laissant davantage de place à des engagements sur la toile, sur Facebook ou Twitter notamment, avec le partage d'articles et la multiplication d'échanges, de débats et de commentaires sur la situation politique. Si la dynamique politique en France est indéniablement liée aux évolutions politiques en Égypte, on peut aussi se demander quels sont les liens entre la plus ou moins grande mobilisation dans la rue des Égyptiens en France et les enjeux que représente la participation aux élections.

L'obtention du droit de vote et d'éligibilité des Égyptiens à l'étranger

Le 26 mai 2011, le mot-clé *#EgyptiansRigh2vote* apparaît pour la première fois sur le réseau Twitter. En deux semaines, plus de 500 tweets sont consacrés à l'obtention du droit de vote à l'étranger (Severo, 2013). Des rassemblements sont alors organisés à Paris, mais aussi devant les ambassades de grandes villes européennes et nord-américaines avec pour objectif que les Égyptiens puissent exercer leurs droits politiques en dehors du territoire national, tout en s'appuyant sur la législation en vigueur en Égypte.

En effet, depuis l'adoption de la Constitution en 1971, sous la présidence d'Anouar Al Sadate, la liberté de circulation est autorisée par l'article 52 et stipule que « les citoyens ont droit à l'émigration permanente ou provisoire à l'étranger »¹³. En 1983, la première loi sur l'émigration est publiée et l'attention se porte sur les remises des émigrés. Les migrants qui réinvestissent ou placent leur argent en Égypte sont exemptés de taxes et d'impôts. Ils sont ainsi traités au même titre que les investisseurs étrangers. Si l'État s'intéresse à la captation de la manne financière des remises et soutient l'engagement économique des migrants, il n'entend pas du tout leur accorder de rôle politique. Bien au contraire, dans la déclaration constitutionnelle du 30 mars 2011, il est stipulé que « Le président de la République qui serait élu devra être égyptien et descendant de parents égyptiens, jouissant de ses droits civiques et politiques et ne devra pas porter ni lui ni ses parents une nationalité étrangère, ne pas être marié à une personne non égyptienne [...] »¹⁴. Même s'il est explicitement énoncé que toutes les personnes ayant la nationalité égyptienne sont, de fait, citoyennes et bénéficient à ce titre d'une égalité de traitement, il n'en reste pas moins que ce droit est remis en cause, par la loi elle-même (exclusion du droit d'éligibilité aux détenteurs de plusieurs nationalités).

Dans la Constitution adoptée en décembre 2012, la formulation « Égyptiens vivant à l'étranger » est clairement mentionnée à l'article 56. Par ailleurs, les conditions de nationalité pour les parents du président sont supprimées. Dans la seconde Constitution adoptée en 2014, après le départ forcé du président

13 Le texte de la Constitution de 1971 est traduit et disponible en ligne : <http://mjp.univ-perp.fr/constit/eg1971i.htm>

14 Article 26 de la Déclaration du 30 mars 2011. Disponible en ligne : <http://mjp.univ-perp.fr/constit/eg2011a.htm#pr>

Mohamed Morsi, une place plus conséquente est accordée aux Égyptiens vivant à l'étranger. L'article 23 étend les droits et la participation de ces derniers dans l'innovation technologique et la recherche scientifique¹⁵. Des moyens techniques (boîtiers de vote) sont également mis à la disposition des représentants à l'étranger, à partir de 2014, pour que les bureaux de vote installés dans les ambassades et les consulats soient directement « connectés » à l'Égypte.

La participation électorale des Égyptiens en France : hétérogénéité de pratiques et contributions politiques disparates

Ben Néfissa (2014) indique que le changement le plus important depuis la révolution du 25 janvier 2011 est l'arrivée dans le jeu politique « d'un acteur encore inexistant ou dominé : le corps électoral ». On ne peut que regretter qu'aucune enquête n'ait été menée à la sortie des bureaux de vote en France pour étudier les comportements électoraux et constituer une base de données sur les caractéristiques sociales des votants égyptiens. Ainsi, s'il n'est pas possible de connaître avec exactitude les profils des participants aux scrutins, un certain nombre d'indices permet d'avoir une idée de ceux des non-votants et de fournir une première analyse des résultats obtenus en France aux diverses élections.

Une faible participation des Égyptiens en France aux élections égyptiennes ?

Depuis l'amorce du processus révolutionnaire, les Égyptiens sont allés plusieurs fois aux urnes – élections législatives en 2011-2012, élections présidentielles de 2012 et 2014, référendums de 2012 et 2014 et récemment élections parlementaires de 2015 – laissant apparaître « l'apprentissage d'une nouvelle citoyenneté électorale » (Rougier et Bayoumi, 2015 : 165). Cependant, les migrants égyptiens n'ont pu voter qu'à partir des élections présidentielles de 2012. À cette occasion, un écart important a été constaté entre les estimations du nombre de ressortissants installés à l'étranger – 6 475 517 personnes soit 8 % de la population totale d'Égypte (Zohry, 2013) – et le nombre de votes récoltés pour les élections. Selon le site officiel du Haut Comité aux Élections¹⁶, plus de 600 000 personnes se sont enregistrées à l'étranger lors des élections de juin 2012, indiquant ainsi que le vote n'est pas une priorité pour les Égyptiens expatriés. Cependant, en France, les formes de participation institutionnalisées attirent de plus en plus l'intérêt des Égyptiens (Tableau 1), tandis que les modes d'expression politique dans la rue diminuent.

15 Traduction officielle de l'État égyptien. Disponible en ligne : <http://www.sis.gov.eg/Newvr/2014.pdf>

16 Cf. <https://www.elections.eg>

Tableau 1 : Nombre de votants égyptiens aux élections de 2011 à 2014 en France

Référendum constitutionnel de mars 2011	Pas de droit de vote
Élections législatives de novembre 2011-janvier 2012	Pas de droit de vote
Référendum Constitution de décembre 2012	Pas de droit de vote
Élections présidentielles de juin 2012	3 249
Référendum Constitution de janvier 2014	2 092
Élections présidentielles de mai 2014	6 796

Source : Résultats consulaires non publiés, 2012, 2014.

Le travail qualitatif permet d'apporter un certain nombre d'éclairages, grâce aux témoignages recueillis auprès de migrants installés en France. Tout d'abord, la faible participation semble pouvoir s'expliquer par deux types de facteurs. Premièrement, il faut évoquer des raisons techniques qui relèvent des dispositifs mis en place pour voter. Lors des deux premiers votes (présidentielles en 2012 et référendum en 2014), les votants devaient d'abord s'inscrire sur Internet, une démarche qui n'était pas forcément accessible à tous. Si le cadre législatif prévoyait que tous les Égyptiens résidant à l'étranger puissent voter, seuls les détenteurs de nouvelles cartes d'identité, munies d'un code à barres permettant l'identification (El Baradei *et al.*, 2012) pouvaient le faire, ceux qui ne détenaient que leur passeport en étaient exclus. Une fois enregistrés, les votants pouvaient se rendre à l'ambassade ou au consulat pour voter. Si la personne ne pouvait pas se déplacer, elle pouvait également télécharger le bulletin de vote sur Internet. Celui-ci devait ensuite être placé dans une enveloppe fermée puis glissée dans une seconde enveloppe dans laquelle une preuve de vie à l'étranger devait être ajoutée. L'ensemble était ensuite envoyé aux ambassades ou aux consulats qui étaient eux-mêmes chargés de comptabiliser les votants (El Baradei *et al.*, 2012).

On imagine aisément combien ces mesures représentent une limitation de l'accès au droit de vote. Tout d'abord, tous les Égyptiens n'avaient pas les nouvelles cartes d'identité nécessaires à l'enregistrement. Ensuite, on peut supposer que tous les Égyptiens vivant à l'étranger ne souhaitaient pas avoir de liens avec leurs ambassades, surtout lorsqu'ils n'avaient pas de titres de séjour valides. Enfin, une personne isolée fréquentant peu les cercles de sociabilité « politisés » pouvait se trouver quelque peu désemparée face à ces démarches complexes. Une enquête réalisée par questionnaire envoyé sur Internet en 2012 indique que 66 % des répondants qui n'ont pas participé au vote de 2012 se justifient par le fait que « le vote était trop compliqué » (El Baradei *et al.*, 2012). L'ensemble de ces conditions amène donc à rattacher la progression du nombre de votants, entre juin 2012 et mai 2014, au processus de simplification des procédures d'inscription comme cela a été le cas pour les Tunisiens installés à l'étranger (Jaulin, 2014). Effectivement, lors des élections présidentielles de

2014, des machines pour le vote électronique ont été installées dans l'ambassade à Paris et dans le consulat à Marseille, où les votants égyptiens étaient inscrits ce qui les dispensait d'une pré-inscription. Ces deux bureaux de vote correspondent aux deux seuls lieux des institutions consulaires qui, elles-mêmes, coïncident avec les principales zones d'installation des Égyptiens en France.

Toujours selon la même enquête, 30 % d'entre eux disent également avoir ouvertement boycotté le scrutin. Les raisons politiques, ou tout simplement le désintérêt de la politique, représentent le second facteur explicatif de l'intérêt limité porté aux enjeux électoraux. Des travailleurs rencontrés dans les villes de Marseille et Paris ont expliqué que leur seul objectif était de gagner de l'argent. C'est notamment le cas de Shérif arrivé en 1998 à Marseille. Il travaille d'abord dans le bâtiment, puis des problèmes médicaux l'amènent à travailler dans le snack de son oncle. De retour en 2005, dans son village du Delta, il épouse une jeune femme avec qui il aura un enfant. Quinze ans après sa première arrivée en France, il ouvre son propre snack avec un de ses cousins. Lorsqu'est évoquée la situation politique, il explique :

« Déjà en Égypte, je ne m'occupais pas de la politique alors depuis que je suis ici... de toute façon, je ne peux rien faire d'ici »¹⁷.

Son engagement, il le destine davantage à sa famille restée dans son village d'origine. Tous les mois, il envoie de l'argent à son père qui se charge de faire vivre au quotidien sa famille et de gérer son patrimoine immobilier par l'acquisition de nouveaux biens qu'il loue pour des activités commerciales.

Une participation croissante, mais un changement d'électorat ?

Alors qu'en Égypte, la participation lors de la présidentielle de 2014 a été plus faible que lors de celle de 2012 (Ben Néfissa, 2014 : 25), on observe une dynamique inverse en France dans laquelle le nombre de votants a augmenté passant de 3 249 votants en 2012 à 6 796 votants en 2014. Pour autant, les votants sont-ils les mêmes ? En effet, la quasi-totalité des enquêtés rencontrés dans les manifestations ou dans les réseaux liés à la dynamique politique égyptienne, sont allés voter lors des élections de 2012, mais ne se sont pas déplacés pour les présidentielles de 2014. L'ensemble des acteurs mobilisés dans les manifestations et rassemblements en 2011, 2012 et 2013, qu'ils soient en situation irrégulière ou non, ont en très grande majorité participé à l'élection présidentielle de 2012, qui a été la première élection à laquelle les Égyptiens vivant à l'étranger ont pu participer. Ce vote apparaissait comme partie intégrante de leur engagement politique depuis deux ans. La pluralité des candidatures en 2012 avait donné l'impression qu'une nouvelle période démocratique était en train d'advenir. Mais le retour de l'armée aux affaires, après l'éviction du président Mohamed Morsi, le 3 juillet 2013, le déroulement de la campagne présidentielle de 2014 et la victoire annoncée du maréchal Sissi a contribué à démotiver celles et ceux qui s'étaient jusqu'alors battus pour une pluralité politique et un régime démocratique. Le résultat obtenu par Sissi (96,9 %) a renvoyé la vie politique égyptienne à une période que beaucoup d'activistes pensaient terminée.

¹⁷ Entretien réalisé le 10 décembre 2013 au domicile de l'enquêté à Marseille.

Dans ce contexte, on pourrait avancer l'idée que les votants de 2012 seraient, dans une large mesure, des personnes largement engagées dans la dynamique politique. D'ailleurs, Ben Néfissa (2014) note une certaine versatilité de l'électorat égyptien : si 20,7 % des voix se portent sur le candidat Hamdin Sabahi en 2012, ce dernier ne récolte que 3 % des voix en 2014. Dans le cas français, la même observation peut être faite puisque Hamdin Sabahi passe de 22,65 % des voix en 2012 à 7,5 % en 2014. S'agit-il d'un transfert de voix, du passage d'un candidat à l'autre ou d'un changement d'électorat ? Beaucoup d'acteurs ont évoqué leur volonté de boycotter les urnes à la suite du 3 juillet 2013.

Le contexte répressif en vigueur en Égypte depuis la reprise en main du pouvoir par l'armée, mais également les arrestations de militants « sans-papiers » en France¹⁸, expliquent en partie la diminution des mobilisations de rue. Dans le même temps, la remise en cause de la souveraineté électorale le 3 juillet 2013 est apparue pour beaucoup comme « un traumatisme qui devrait conduire les Égyptiens à ne plus faire confiance à l'institution électorale » (Ben Néfissa, 2014 : 25).

Une comparaison entre résultats obtenus en France et en Égypte : retour sur l'usage du bulletin de vote

Il apparaît tout d'abord hasardeux de prétendre dresser le bilan des positions politiques des Égyptiens vivant en France, compte tenu du nombre de votes exprimés au regard des estimations de la population égyptienne en France. À cela s'ajoute le fait que nous ne disposons d'aucune caractéristique sociale concernant les votants et donc qu'il est impossible de savoir s'ils sont « représentatifs » de l'ensemble de la population égyptienne en France.

La comparaison avec les résultats des élections présidentielles de juin 2012 et de 2014 obtenus par les candidats en Égypte et en France amène à considérer la façon dont l'expérience migratoire peut influencer le comportement électoral. Alors qu'en Tunisie la plupart des partis obtiennent un pourcentage de voix presque identique à l'étranger et en Tunisie (Jaulin, 2014), les scores diffèrent en France et en Égypte. À l'issue du premier tour, Mohamed Morsi obtient 24,66 % des voix en Égypte, contre seulement 11,58 % en France. Le candidat des Frères musulmans arrive en tête du scrutin en Égypte et en cinquième position en France. Comment expliquer des résultats si différents ? Tout d'abord, l'organisation des Frères musulmans, créée en 1928, constitue la force d'opposition la plus organisée en Égypte avant 2011, fortement réprimée sous les présidences de Nasser, Sadate et Moubarak. Ensuite, leurs actions caritatives et l'implantation dans une « économie symbolique du désintéressement » (Vannetzel, 2014 : 29) ont contribué à faire de cette organisation, un acteur important distinct du personnel politique de l'ancien régime. Enfin, les victoires accumulées lors des précédents scrutins en ont fait une instance politique capable d'organiser la

¹⁸ Le 28 janvier 2014, huit Égyptiens « sans-papiers » ont été arrêtés et conduits au poste de police, suite à une manifestation (non déclarée en préfecture) devant le bureau militaire égyptien à Paris. Cinq d'entre eux ont reçu des Obligations de quitter le territoire français (OQTF).

Encadré 1 : Profils des principaux candidats

Hamdin Sabahi : journaliste de formation, cet opposant politique qui se revendique du courant nassérien a fait plusieurs séjours en prison durant les présidences de Sadate et de Moubarak. Fondateur du parti de la Dignité en 1996, il est le co-fondateur du Courant populaire formé en 2012.

Ahmed Chafiq : chef d'État-major de l'armée de l'air égyptienne en 1996, ministre de l'Aviation civile sous la présidence de Moubarak entre septembre 2002 et janvier 2011, il est Premier ministre de janvier à mars 2011. Lors de la campagne présidentielle, il est perçu comme le candidat du Conseil suprême des Forces armées qui dirige l'Égypte après la chute de Moubarak. Il se qualifie pour le second tour et perd face à Mohamed Morsi.

Amr Moussa : avocat puis représentant de l'Égypte à l'ONU et ambassadeur en Inde, il a été ministre des Affaires étrangères de 1991 à 2001. Il occupe ensuite le poste de secrétaire général de la Ligue arabe de 2001 à 2011.

Abdel Moneim Aboul Fotouh : médecin de profession, il a été porte-parole et membre de la direction des Frères musulmans. Il est exclu du parti quand il annonce sa candidature aux élections présidentielles et se présente donc comme un candidat « indépendant ».

Mohamed Morsi : président du parti Liberté et Justice, créé en avril 2011, issu du courant des Frères musulmans qu'il représente lors des élections présidentielles de 2012. Il remporte le second tour avec 51,48 % des suffrages et devient le cinquième président égyptien. La campagne Tamarrod et la prise du pouvoir par l'armée mettront fin à sa présidence, après une année d'exercice du pouvoir.

Tableau 2 : Résultats du premier tour des élections présidentielles de 2012 en France et en Égypte

	France		Égypte	
	Effectif	%	Effectif	%
Hamdin Sabahi	736	22,66	4 820 273	20,72
Ahmed Chafiq	706	21,73	5 505 327	23,66
Abdel Moneim Aboul Fotouh	690	21,24	4 065 239	17,47
Amr Moussa	630	19,39	2 588 850	11,13
Mohamed Morsi	385	11,85	5 764 952	24,78
Khaled Ali	36	1,11	134 056	0,58
Mohamed Selim El Awwa	32	0,98	235 374	1,01
Hisham El Bastawissi	29	0,89	29 189	0,13
Abul Ezz El Hariri	4	0,12	40 090	0,17
Mohamed Fawzi Eissa	1	0,03	23 889	0,10
Mahmoud Hossam El Din Galal	0	0	23 992	0,10
Hossam Khairallah	0	0	22 036	0,10
Abdullah El Ashal	0	0	12 249	0,05
Total	3 249	100	23 265 516	100

Source : Résultats compilés de la presse égyptienne. URL : <http://egyptianchronicles.blogspot.fr/2012/05/egyelections-egyptian-expats-vote-round.html>

gestion des services sociaux dans les circonscriptions (Vannetzel, 2014)¹⁹. En France, les Frères musulmans sont relativement peu présents et très peu d'Égyptiens sont impliqués dans le courant qu'ils représentent. Cette situation pourrait expliquer en partie ce faible score.

Mohamed Morsi et Ahmed Chafiq, le candidat de l'armée qui obtient 21,73 % des voix en France (contre 23,66 % des voix en Égypte), sont les deux seuls principaux candidats qui enregistrent des pourcentages moins importants en France qu'en Égypte. Dans des périodes de transition, les électeurs à l'étranger ont tendance à rejeter plus fortement les partis de l'ancien système politique que les nationaux restés à l'intérieur du pays (Jaulin, 2014). Ainsi, ce premier scrutin présidentiel semble exprimer plus fortement le refus du retour aux anciennes formations politiques. Les membres des associations et des réseaux proches de l'ambassade et des consulats ont été sollicités pendant la campagne, pour soutenir Ahmed Chafiq. Un opposant a été menacé par des personnes proches du consulat : né en 1965 et arrivé en France en 1985 pour poursuivre ses études, Amr, militant nassérien en Égypte, dit avoir abandonné ses activités politiques en France jusqu'en janvier 2011, où il a rejoint le camp des opposants au régime, pour « faire pression de France et dans le même temps dénoncer la complicité du pouvoir français qui collaborait avec Hosni Moubarak »²⁰. Il a dû porter plainte, suite à des menaces physiques, dans les premières semaines de la mobilisation.

Comment expliquer le score élevé de Hamdin Sabahi (22,65 %) en France en 2012 ? S'il a su agréger les courants nassériens et les militants sensibles aux revendications de la révolution – Pain, Liberté et Justice sociale –, ce candidat a pu aussi toucher ceux qui avant leur arrivée en France étaient de sensibilité nassérienne, en réactivant les réseaux d'opposition sur place. Ainsi Ahmed, arrivé à Paris en 1975, après avoir suivi des études au Caire où il avait côtoyé personnellement Hamdin Sabahi, explique, lors d'un entretien²¹, qu'il ne menait aucune activité politique en France, jusqu'à ce que le processus révolutionnaire s'enclenche. Il reprend alors contact avec ses anciens camarades pour tenter de redonner vie aux réseaux politiques jusqu'alors inactifs. Il rencontre également des jeunes impliqués dans l'organisation des manifestations. Après les élections présidentielles, représentant officiel du parti de Hamdin Sabahi en France dont il fonde l'antenne, il s'entoure d'une équipe composée de jeunes militants de la révolution et de personnes arrivées dans les années 1970 et 1980, marquées par le nassérisme.

Par ailleurs, à la marge de ces processus électoraux, des Égyptiens ont continué à s'inscrire dans le débat politique égyptien notamment en publiant sur les réseaux sociaux des vidéos et des photos à visée dénonciatrice. En se photographiant ou en se filmant sur la place du Trocadéro, face à la Tour Eiffel, ou devant les bureaux de vote lors des législatives de novembre 2015 avec des

19 En Égypte, la région du Delta représente environ 48 % des électeurs inscrits, les grandes villes – Le Caire, Alexandrie, Port-Saïd et Suez – (25 %), la vallée du Nil, au sud du Caire, (25 %), le Sinaï et le désert représentent le reste. L'analyse des résultats montre que le candidat Mohamed Morsi a été élu en grande partie avec les votes de la vallée du Nil (Rougier et Bayoumi, 2015).

20 Entretien réalisé le 9 février 2015 dans un snack.

21 Entretien réalisé le 2 mai 2015 dans un café à Saint-Denis.

affiches de la campagne Bedaya²², des jeunes hommes qui se qualifient d'« activistes » apportent leur soutien à des initiatives qui naissent en Égypte. Dans les cafés, les snacks, les appartements des uns et des autres, les discussions relatives à la situation politique égyptienne n'ont pas cessé. L'insertion dans des réseaux de sociabilités liés à l'installation dans un nouveau pays pousse fortement à prendre en considération l'influence des environnements professionnels, des modes d'habiter, des lieux de partage des temps libres et des activités récréatives. Dans ce contexte, les groupes affinitaires constitués depuis la révolution du 25 apparaissent comme une clé de compréhension des dynamiques politiques. Si les échéances électorales sont des moments importants de la vie politique, les activités périphériques aux bureaux de vote informent également de l'intérêt que portent les Égyptiens installés en France à la politique de leur pays d'origine.

Conclusion : une participation politique au-delà du vote

Il convient de penser plus généralement la question de la participation politique à la lumière des parcours et des carrières militantes lesquelles sont faites de continuités et de ruptures. Dans cette note de recherche, nous avons tenté de mener l'enquête, en conjuguant une approche compréhensive des parcours migratoires et une sociologie électorale. Si la participation aux élections est relativement faible au regard du nombre de migrants présents sur le territoire français, l'enquête qualitative réalisée montre que l'intérêt pour la politique se mesure autrement que par le vote. Les conditions d'accès au vote réduisent le nombre de votants potentiels. Si le nombre de votants a augmenté entre les élections présidentielles de 2012 et de 2014, les personnes qui se sont rendues aux urnes ne semblent pas être tout à fait les mêmes d'un scrutin à l'autre. L'analyse de la participation électorale et des mobilisations de rue montre que ces deux formes d'engagement ne sont pas équivalentes dans leurs effets politiques. En outre, alors que se manifeste une pluralité de manières de penser le politique, il existe aussi des représentations différentes de la citoyenneté : que l'on soit électeur, militant ou simple observateur, il n'en reste pas moins vrai que pendant les dix-huit jours avant la chute de Moubarak, les mobilisations ont été fortes et animées par une volonté commune de changement et une identification à l'appartenance égyptienne.

❖ Références bibliographiques

Ben Néfissa Sarah (2014) Qu'est-ce que voter veut dire dans l'Égypte postrévolutionnaire ?, *Moyen-Orient*, 24, pp. 24-25.

Ben Néfissa Sarah (2011) Ces 18 jours qui ont changé l'Égypte : Révolution civile et politique, *Revue Tiers Monde*, HS (5), pp. 227-236.

²² Lancée en avril 2015, la campagne Bedaya (Début) a été présentée par l'un de ses fondateurs, Shérif Diad, comme étant « ni du côté des Frères, ni de l'Armée ». Elle vise à dénoncer la politique répressive du pouvoir en place et à promouvoir la participation politique des citoyens.

Bouillon Florence (2000) Des escales dans la nuit, des snacks égyptiens à Marseille, *Les annales de la recherche urbaine*, 87, pp. 43-51.

Catusse Myriam (2012) Tunisie et Égypte aux urnes !, *Confluences Méditerranée*, 3, pp. 29-50.

Dedieu Jean-Philippe, Chauvet Lisa, Gubert Flore, Mesplé-Somps Sandrine et Smith Étienne (2013) Les « batailles » de Paris et de New York : une analyse du comportement électoral transnational des migrants sénégalais en France, *Revue française de science politique*, 63 (5), pp. 865-892.

El Baradei Leila, Wafa Dina and Ghoneim Nashwa (2012) Assessing the Voting Experience of Egyptians Abroad: Post the January 25 Revolution, *Journal of US-China Public Administration*, 9 and 11, pp. 1223-1243.

El Chazli Youssef (2012) Sur les sentiers de la révolution, *Revue française de science politique*, 62 (5), pp. 843-865.

Gruntz Lucile (2013) *Le retour des citoyens. Émigration de retour du Golfe et évolutions sociales au Caire (1971-2011)*, thèse de doctorat en anthropologie sociale, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 401 p.

Jaulin Thibaut (2014) Géographie du vote à distance : l'élection tunisienne de 2011 à l'étranger, *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 23, 20 p.

Lafargue Isabelle (2002) *Itinéraires et stratégies migratoires des Égyptiens vers la France : vers une nouvelle définition du modèle d'émigration en Égypte*, thèse de doctorat de sciences politiques, Institut d'études politiques, Paris, 466 p.

Müller-Mahn Detlef (2005) Transnational spaces and migrant networks: A case study of Egyptians in Paris, *Nord-Süd aktuell*, 19 (1), pp. 29-33.

Pagès-El Karoui Delphine (2012) Égyptiens d'outre-Nil : des diasporas égyptiennes, *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 23, pp. 89-112.

Rougier Bernard et Bayoumi Hala (2015) Sociologie électorale de la séquence 2011-2013, in Bernard Rougier et Stéphane Lacroix, *L'Égypte en révolutions*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 165-190.

Saad Reem (2005) *Egyptian Workers in Paris: Pilot Ethnography*, Brighton, Development Research Centre on Migration, Globalization and Poverty, 21 p.

Severo Marta (2013) Right2vote : organisation d'un mouvement social en ligne, 15 p., [en ligne]. URL : https://www.academia.edu/4086607/_right2vote_organisation_d_un_mouvement_social_en_ligne

Vannetzel Marie (2014) Comment (ne pas) sortir de la clandestinité ?, *Moyen-Orient*, 24, pp. 26-31.

Zohry Ayman (2013) Egypt's International Migration after the Revolution: Is There Any Change?, *Confluences Méditerranée*, 87 (4), pp. 47-54.

Zohry Ayman and Priyanka Debnath (2010) *A study on the dynamics of the Egyptian diaspora: strengthening development linkages*, Cairo, IOM, 61 p.

Célia Lamblin

✦ **Participation politique des Égyptiens résidant en France : vers la construction d'une citoyenneté en migration ?**

Le processus révolutionnaire débuté en Égypte en janvier 2011 a fait émerger dans l'espace politique égyptien un nouvel acteur : l'électeur vivant à l'étranger. Cette note de recherche traite du vote à distance des Égyptiens installés en France. Elle se fonde sur une enquête réalisée à Paris et à Marseille, au cours de laquelle des observations et des entretiens ont été menés. L'hypothèse défendue est que l'intérêt des ressortissants égyptiens installés en France ne peut se mesurer par le nombre de votants aux élections. D'une part, l'étude des conditions techniques de vote à l'étranger dévoile l'ensemble des freins à l'exercice effectif du droit de vote. D'autre part, le travail qualitatif montre que les mobilisations électorales et les activités de rues ne se valent pas. Il n'existe pas une seule citoyenneté égyptienne, mais bien une pluralité de façons de se penser en politique : comme activiste, électeur et/ou militant, ces trois terminologies renvoyant à des modes d'agir parfois divergents.

✦ **The Political Participation of Egyptians Living in France: Towards the Construction of a Citizenship in Migration?**

The revolutionary process that began in Egypt in January 2011 has given rise to a new actor in Egyptian political space: the voter living abroad. This research note discusses remote voting Egyptians living in France. It is based on an ongoing field study conducted in Paris and Marseille, during which observations and interviews were conducted. The argument is defended that the interests of Egyptian nationals living in France cannot be measured by the number of voters in the elections. First, the study of technical voting conditions and devices established abroad reveals obstacles to effective exercising voting rights. However, this qualitative work shows that electoral mobilizations and political activities on the streets are not equal. There is not a unique Egyptian citizenship but a plurality of ways of thinking in politics: as activist, voter and/or militant, each terminology potentially referring to divergent ways of acting.

✦ **La participación política de los egipcios viviendo en Francia: ¿hacia la construcción de una ciudadanía en la migración?**

El proceso revolucionario iniciado en Egipto en enero del 2011 ha dado lugar, en el espacio político egipcio, a un nuevo actor: el elector que vive en el extranjero. Esta nota de investigación trata del voto a distancia de los egipcios establecidos en Francia. Se basa en un estudio realizado en París y Marsella, durante el cual se realizan observaciones y entrevistas. La hipótesis defendida es que los intereses de los ciudadanos egipcios que viven en Francia no se pueden medir por el número de votantes en las elecciones. En primer lugar, el estudio de las condiciones técnicas de voto en el extranjero revela el conjunto de obstáculos para el ejercicio efectivo del derecho de voto. Por otro lado, el trabajo cualitativo muestra que las movilizaciones electorales y las actividades en la calle no son iguales. No existe una sola ciudadanía egipcia, sino una pluralidad de formas de pensarse en política: como activista, elector y/o militante, estos tres términos hacen referencia modos de actuar a veces divergentes.